





# **RADAR METEOROLOGIQUE 31057 TOULOUSE**

RENOVATION DES COURANTS FORTS ET FAIBLES ET D'UNE  
PARTIE DU BÂTIMENT

## **DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

### **Titre n°00 : CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS**

#### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

<b><u>Maître d'Ouvrage</u></b>	 <b>METEO FRANCE</b>	METEO FRANCE Direction des Services d'Observation 42 Avenue Gaspard Coriolis 31057 TOULOUSE
<b><u>Conducteur d'opération</u></b>	 <b>METEO FRANCE</b>	METEO FRANCE SG / DLP-IP 73 Avenue de Paris 94165 SAINT MANDE CEDEX
<b><u>Maître d'œuvre</u></b>	 <b>MOEBIDIS</b>	MOEBIDIS Messaoud BELTITANE 46 Avenue de Toulouse 31270 CUGNAUX Tél: 05 61 72 53 57 Mail: <a href="mailto:mbeltitane@moebidis.fr">mbeltitane@moebidis.fr</a>
<b><u>Bureau d'études Fluides et Électricité et études thermique</u></b>	 <b>BUREAU D'ÉTUDES ENERGIES CONSEIL</b> THERMIQUE • FLUIDES • ÉLECTRICITÉ LA PRIMAUBE	ENERGIES CONSEIL 22 Rue du Ségala 12450 LA PRIMAUBE Tél. : 09 61 40 64 22 Mail: <a href="mailto:contact@energies-conseil.com">contact@energies-conseil.com</a>

## Sommaire

00.0 PREAMBULE .....	3
00.1 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX .....	4
00.2 GENERALITES .....	5
00.3 REGLEMENT DE CHANTIER .....	7
00.4 ETUDES PREPARATOIRES .....	11
00.5 TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES .....	12
00.6 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	12
00.7 LES DECHETS DE CHANTIER .....	13
00.8 COORDINATION TECHNIQUE .....	14
00.9 LIMITES DE PRESTATIONS .....	14
00.10 FRAIS INTER-ENTREPRISES .....	15
00.11 LIVRAISON DES OUVRAGES .....	15

## 00.0 PREAMBULE

### 00.0.1 Projet global

#### 00.0.1.1 1 Présentation de l'opération

- Le projet consiste en la rénovation des courants forts et faibles, et d'une partie du du bâti radar météorologique de Toulouse. Cette rénovation de l'infrastructure est engagée de manière coordonnée avec le remplacement du radar lui-même (hors programme).  
Le maître d'ouvrage est Météo-France, établissement public à caractère administratif, représenté pour la présente opération par sa Direction des Services d'Observations (DSO).

#### 00.0.1.1 2 Présentation du C.C.T.P.

- Le présent C.C.T.P. ( cahier des clauses techniques particulières) fixe les dispositions techniques nécessaires à la parfaite exécution des prestations prévues pour les travaux de rénovation des CFO CFA ainsi qu'une partie du bâti du radar Météorologique de Toulouse.  
Il comprend :  
Un fascicule commun à l'ensemble des corps d'état et celui correspondant à chacun des corps d'état  
Titre N° 00 - Dispositions communes à tous les lots  
Lot N°01 - DESAMIANPAGE  
Lot N°02 - ETANCHEITE  
Lot N°03 - SECURITE  
Lot N°04 - INFRASTRUCTURES  
Lot N°05 - CFO CFA  
Tous ces fascicules forment un cahier unique dont les prescriptions, ainsi que les documents généraux auxquels ils se réfèrent, ont valeur contractuelle pour l'ensemble des entrepreneurs.

#### 00.0.1.1 3 Documents du DCE

- Les documents techniques du DCE sont les suivants :  
**Pièces écrites techniques :**  
CCTP / CDPGF  
Planning de réalisation  
Repérage photos  
RICT  
PGC  
Rapport SSI  
**Pièces graphiques :**  
ENSEMBLE ALARME TECHNIQUE  
COFFRET TD ALARME  
LISTE BORNIER ALARME  
SYNOPTIQUE ALARME  
IMPLANTATION CHEMINS DE CABLES COURANTS FORTS ET FAIBLES  
ENSEMBLE CEM  
PRINCIPE PIED DE DESCENTE EXTERIEURE CEM  
PRINCIPE PATTE D'OIE EXTERIEURE CEM  
PRINCIPE 1 INTERIEUR LOCAL EM/ER CEM  
PRINCIPE 2 INTERIEUR LOCAL EM/ER CEM  
PRINCIPE CEM TERRASSE R+7  
IMPLANTATION CEM R+6  
IMPLANTATION CEM R+7  
DEPOSE ELECTRICITE R+6  
DEPOSE VENTILATION R+6  
DEPOSE CLIMATISATION R+6  
DEPOSE GENERALE R+7  
IMPLANTATION ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES R+6 R+7  
IMPLANTATION ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES R+6  
IMPLANTATION ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES R+7  
IMPLANTATION CLIMATISATION R+6  
IMPLANTATION EXTRACTION R+6  
GRAPHIQUE DE GESTION DES TEMPERATURES LOCAL R+6  
PRINCIPE MATERIEL GESTION DES TEMPERATURES LOCAL R+6  
ENSEMBLE INFORMATIQUE  
BAIES INFORMATIQUES  
LISTE POINT INFORMATIQUE  
SYNOPTIQUE INFORMATIQUE  
DETAIL IMPLANTATION EQUIPEMENT CF Cf LOCAL R+6  
ESTIMATION EMPRISE FUTUR RADOME  
ETAT DES LIEUX GENERAL R+4/R+5/R+6/R+7  
PRINCIPE ALARME INTRUSION

SCHEMAS ARMOIRES ELECTRIQUES TD EM/ER ET TGO

EDL R+6 A3

EDL R+7 A3

PROJET R+6 A3

PROJET R+7 A3

## 00.1 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

### 00.1.1 Définition du programme

#### 00.1.1.1 Description succincte des travaux

##### 00.1.1.1 1 **Description succincte des travaux**

- C'est dans le cadre du remplacement du radar de Météo France Toulouse que les travaux objet du présent document s'inscrivent.  
Ils vont consister :
  - au curage dans le local technique cis annexe rangement situés au R+6 de la tour radar, par le lot 05 pour les équipements CFOCFA et clim, et le par CMR pour les équipements radars.
  - au retrait des matériaux amiante (enduit murs et plafond)
  - à la réfection du local technique (doublages, sol, peinture)
  - au remplacement de l'étanchéité en terrasse R+7
  - à la mise en sécurité des terrasses R+ et R+7( pose de garde-corps et crinoline,...)
  - à la climatisation du local
  - à la mise en place d'un système extracteur d'air (free-cooling)
  - à la rénovation des CFOCFA

##### 00.1.1.1 2 **Les principaux intervenants sont :**

- **Maitrise d'ouvrage - Conduite d'opération**

METEO FRANCE - DSO

42, avenue Gaspard Coriolis - 31100 TOULOUSE

METEO FRANCE SG/DLP/IP

73, avenue de Paris - 94165 SAINT-MANDE

**Équipe de Maitrise d'oeuvre**

**SAS MOEBIDIS (mandataire)**

46, avenue de Toulouse - 31270 CUGNAUX

tél : 06.09.73.78.03 - courriel : mbeltitane@moebidis.fr

**BET CVC : ENERGIES CONSEIL**

57 bis, avenue de Rodez - 12450 LA PRIMAUBE

tél : 09.61.40.64.22 - courriel : energie.conseil12@wanadoo.fr

**Contrôle Technique : SOCOTEC**

3, rue Jean Rodier - ZI Montaudran - 31208 TOULOUSE

tél : 07 52 66 42 91 - courriel : brice.allain@socotec.com

**CSPS : ALPES CONTROLE**

Le Zodiaque - 1, passage de l'Europe - 31400 TOULOUSE

tél. 06 49 76 40 43 - courriel : sps.toulouse@alpes-controles.fr

##### 00.1.1.1 3 **Liste des lots**

- N° ET LISTE DES LOTS :

Lot n° 00 DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Lot N°01 - DESAMANTAGE

Lot N°02 - ETANCHEITE

Lot N°03 - SECURITE

Lot N°04 - INFRASTRUCTURES

Lot N°05 - CFO CFA

### 00.1.2 Prise de connaissance du projet

#### 00.1.2.1 1 **Vérification des pièces écrites**

- Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents des autres lot pouvant avoir une incidence sur son propre lot. Les devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement, peuvent à tout moment être consultés au bureau du Maître d'Oeuvre. Après examen, il doit nécessairement signaler au Maître d'Oeuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement, de son offre et du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement

de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, au Maître d'Oeuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation. Dans le cas où les clauses du devis descriptif diffèreraient aux plans, notamment dans la spécification des dimensions, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

#### 00.1.2.2 1 **Vérification du quantitatif**

- Le montant global forfaitaire proposé sera forcément basé sur les indications du dit devis. Toutefois, les candidats doivent fatalement indiquer toute constatation d'erreur et signaler l'incidence financière sur le cadre de bordereau joint à l'offre. Néanmoins, les concurrents disposent d'un délai qui figure au CCAP, à compter de la date limite de remise des offres, afin de contrôler les quantités indiquées au devis du DCE, ceci sans invitation particulière verbale ou écrite du Maître d'Oeuvre et du Maître d'Ouvrage. L'entrepreneur ne s'étant pas manifesté, ce délai passé, les quantités seront considérées acceptées et le montant global forfaitaire de l'offre sera estimée avalisée et en adéquation à la prestation définie par les pièces écrites et graphiques du dossier d'appel d'offres. Tout recours engagé ultérieurement par l'entreprise titulaire du marché contre le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage concernant les quantités sera inévitablement considéré comme caduque.

### 00.1.3 **Connaissance des lieux**

#### 00.1.3.1 1 **Relevés des lieux**

- En complément des indications qui lui sont fournies, les entrepreneurs sont réputés, par le fait d'avoir remis leur offre :
  - s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux (la visite est obligatoire pour tous les lots) ;
  - avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées (état du terrain, moyens d'accès, état des existants et des mitoyens, etc) ;
  - avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
  - avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

La visite du site nécessitant l'arrêt du radar sera obligatoirement planifiée.

### 00.1.4 **Reconnaissance du site**

#### 00.1.4.1 1 **Reconnaissance pour implantations**

- Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est réputé avoir, au préalable : pris connaissance de tous plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ; apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités ; procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions diverses, et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'oeuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'oeuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc) ; contrôlé toutes les indications des documents lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Oeuvre et pris toutes indications utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Services municipaux, Services des eaux, électricité et gaz de France, PTT, etc) et concessionnaires divers. Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

### 00.1.5 **Prise de possession du site**

#### 00.1.5.1 1 **L'entrepreneur intervenant en premier lieu sur le site devra faire établir un**

- L'entrepreneur intervenant en premier lieu sur le site devra faire établir un constat par huissier des états des existants et des ouvrages avoisinants, et suivant les directives du Maître d'Oeuvre et/ou du Maître d'Ouvrage. Les frais afférents à cette procédure seront à la charge de ce lot. En l'occurrence il s'agit ici du lot N°05 CFCFA.

## 00.2 **GENERALITES**

### 00.2.1 **Cadre du forfait**

00.2.1.1 Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

#### 00.2.1.1 1 **Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :**

- toutes leurs installations de chantier ;
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;

- l'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à leur charge selon CCAP ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

## 00.2.2 Observations concernant le CCTP

00.2.2.1 Il est expressément convenu ce qui suit :

### 00.2.2.1 1 Lot traité global et forfaitaire

- Les lots seront traités à prix global et forfaitaire. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

### 00.2.2.1 2 Étude et lecture du CCTP

- Le CCTP a pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché forfaitaire arrêté, l'entrepreneur doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement. L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le Maître d'Oeuvre. L'entrepreneur est tenu de d'informer par écrit le Maître d'Oeuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation). Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions du Maître d'Oeuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. L'entrepreneur a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier.

## 00.2.3 Ouvrages non explicitement décrits

### 00.2.3.1 1 Ouvrages explicitement décrits

- Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même décrits, tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.

## 00.2.4 Ouvrages implicitement compris

### 00.2.4.1 1 Ouvrages implicitement compris

- Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré. La mention "fourniture et mise en oeuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'entrepreneur doit à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

## 00.2.5 Cotes des documents graphiques

### 00.2.5.1 1 Vérification des cotes

- Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'oeuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées. De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, le Maître d'Oeuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les

documents graphiques ne devront être changés sans l'accord du Maître d'Oeuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

## 00.2.6 Bordereau quantitatif

### 00.2.6.1 1 Lecture et étude du cadre de bordereau

- Il sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Il énumère les diverses unités d'oeuvre employées dans la construction. L'entreprise est tenue de mettre ses propres quantités en suivant scrupuleusement ce cadre. Il est rappelé que ce document n'est pas contractuel.

### 00.2.6.1 2 Lecture et étude du quantitatif

- Un bordereau quantitatif sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Ce bordereau quantitatif énumère les diverses unités d'oeuvre employées dans la construction et spécifie la quantité nécessaire de chacune d'elles. Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global forfaitaire porté sur cette dernière. L'entrepreneur est donc tenu de vérifier ou de signaler toutes modifications de ces quantités avant la remise de prix, tout recours à posteriori contre la maîtrise d'oeuvre étant exclu. L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

## 00.3 REGLEMENT DE CHANTIER

### 00.3.1 Objectifs du règlement

00.3.1.1 Le présent règlement, accepté par toutes les entreprises réalisatrices de la présente opération, définit l'organisation et le fonctionnement du chantier, dans l'objectif de réaliser un bâti de qualité, entraînant une meilleure satisfaction des besoins des utilisateurs, dans le cadre des documents contractuels.

Cette démarche impose :

- une concertation entre les différents intervenants ayant des relations de franchise et de confiance. Ceci doit se traduire par une définition cohérente et précise des missions de chacun ;
- la recherche par chaque intervenant, non seulement de la qualité de son propre travail, mais aussi des moyens qu'il peut mettre en oeuvre pour faciliter le travail de ses partenaires ;
- un objectif commun de qualité entre les intervenants, qui ne soit pas seulement un respect des normes et procédures.

Les caractéristiques de cette démarche sont les suivantes.

#### 00.3.1.1 1 Le planning d'exécution

- Le planning d'exécution des travaux, joint en annexe au présent document, est suffisamment précis pour que les entreprises puissent évaluer, à partir du dossier de consultation des entreprises, les moyens à mettre en oeuvre (humains et matériels, ...) pour répondre dans les délais, compte tenu des techniques préconisées. Dans ce planning sont compris un délai de préparation et un délai de finitions. Par leur offre, les entreprises valident le planning proposé, tant sur le délai imparti à leur corps d'état que sur le délai global. Au cas où elles ont des objections à formuler sur ce planning, elles doivent le mentionner dans leur offre. De plus, elles doivent préciser les temps élémentaires d'intervention permettant de mettre au point un planning beaucoup plus précis, ainsi que les périodes de congés. Ce planning prévisionnel sera amendé et précisé lors de la phase de préparation de chantier, pour devenir le planning opérationnel.

#### 00.3.1.1 2 La préparation du chantier

- Cette phase a pour objectif :
  - de procéder à l'installation du chantier ;
  - de définir et mettre en place l'organisation du chantier et les modalités d'accueil des personnels (notamment les sanitaires) ;
  - de demander les autorisations diverses ;
  - de permettre aux entreprises d'établir les plans techniques, afin qu'ils puissent être validés par l'architecte, les bureaux d'études et de contrôle autant que possible avant démarrage du chantier, sinon à une date déterminée en fonction de l'avancement du chantier ;
  - d'effectuer une coordination en amont entre les entreprises : chacune s'informe des tâches à réaliser par les autres et prend connaissance des modes opératoires, des interfaces et repérera à l'avance les points pouvant entraîner des problèmes de qualité et de finitions ;
  - d'ajuster le planning prévisionnel en fonction des contraintes de l'ensemble des intervenants, pour devenir le planning opérationnel ;
  - de s'assurer des approvisionnements. Les moyens de stockage et de manutention sont précisés afin de garder aux fournitures leur qualité. L'entreprise vérifie auprès de ses fournisseurs les délais et quantités, afin qu'il n'y ait pas de retard ou de rupture d'approvisionnement ;
  - de préciser les modalités de contrôle et d'autocontrôle, afin de prévenir les réparations éventuelles, procéder à tous les essais (techniques ou d'usage) nécessaires.

#### 00.3.1.1 3 Le déroulement du chantier

- Lors des rendez-vous de chantier, dans le cadre d'un réel partenariat entre les différents intervenants, il importe de détecter les impondérables de chantier.



Cet objectif implique de traiter a posteriori (évaluation) ou a priori (prévision) les problèmes qui se sont posés ou susceptibles de se poser : problèmes particuliers, recherche de cause de défauts ou d'imperfection, suggestions de solutions ou d'améliorations, repérage des non-conformités, etc.

La qualité d'une opération implique la vigilance de tous et la nécessaire contribution organisée et coordonnée de tous les intervenants.

**Finitions - Réception des ouvrages - Levée des réserves**

La présente approche a pour objet la réception contractuelle de tous les ouvrages, sans réserve.

Pour ce faire, des opérations préalables ont lieu entre entreprises, notamment pour l'acceptation des supports.

Ces opérations comprennent, d'une part, la vérification par chaque entreprise des fiches de contrôle et d'autocontrôle des autres entreprises, et d'autre part, l'examen de visu des ouvrages concernés et la réalisation des essais techniques et d'usage.

Elles sont programmées suffisamment tôt pour qu'elles n'occasionnent pas de retard dans la tenue de la réception contractuelle des ouvrages, en conformité avec le planning de chantier.

Le repérage des non-qualités et des non-conformités se fait :

- par l'entreprise concernée lors de ses contrôles et autocontrôles de qualité ;
- par les entreprises concernées à l'occasion des opérations préalables à la réception. Il est important de procéder aux investigations suivantes : identifier, hiérarchiser les causes probables et rechercher les moyens à mettre en oeuvre pour y remédier.

À ce stade et selon l'importance des problèmes, plusieurs types de cas sont envisageables :

- réparation possible ; les acteurs concernés devront choisir la meilleure solution de réparation et planifier les moyens correspondants entre les différentes entreprises responsables ;
- réparation impossible ou difficile ; les acteurs concernés devront en référer à la personne compétente (maître d'oeuvre et maître d'ouvrage), afin de décider des suites à donner : démolition ou mise au rebut, acceptation en l'état ;
- la réception des ouvrages ne doit être que l'étape administrative et contractuelle légale.

Elle comporte le minimum de réserves. Ces dernières devront être levées dans les meilleurs délais, dans l'intérêt de tous.

#### 00.3.1.1 4 **Finitions - Réception des ouvrages**

- La présente approche a pour objet la réception contractuelle de tous les ouvrages, sans réserve.  
Pour ce faire, des opérations préalables ont lieu entre entreprises, notamment pour l'acceptation des supports.  
Ces opérations comprennent, d'une part, la vérification par chaque entreprise des fiches de contrôle et d'autocontrôle des autres entreprises, et d'autre part, l'examen de visu des ouvrages concernés et la réalisation des essais techniques et d'usage.  
Elles sont programmées suffisamment tôt pour qu'elles n'occasionnent pas de retard dans la tenue de la réception contractuelle des ouvrages, en conformité avec le planning de chantier.  
Le repérage des non-qualités et des non-conformités se fait :  
- par l'entreprise concernée lors de ses contrôles et autocontrôles de qualité ;  
- par les entreprises concernées à l'occasion des opérations préalables à la réception. Il est important de procéder aux investigations suivantes : identifier, hiérarchiser les causes probables et rechercher les moyens à mettre en oeuvre pour y remédier.  
À ce stade et selon l'importance des problèmes, plusieurs types de cas sont envisageables :  
- réparation possible ; les acteurs concernés devront choisir la meilleure solution de réparation et planifier les moyens correspondants entre les différentes entreprises responsables ;  
- réparation impossible ou difficile ; les acteurs concernés devront en référer à la personne compétente (maître d'oeuvre et maître d'ouvrage), afin de décider des suites à donner : démolition ou mise au rebut, acceptation en l'état ;  
- la réception des ouvrages ne doit être que l'étape administrative et contractuelle légale.  
Elle comporte le minimum de réserves. Ces dernières devront être levées dans les meilleurs délais, dans l'intérêt de tous.

#### 00.3.1.1 5 **La direction du chantier**

- La direction du chantier est assurée par le maître d'oeuvre.  
Il est assisté par les bureaux d'études : Structures et Fluides  
En conséquence, seul le représentant du maître d'oeuvre, est habilité à donner des ordres aux entreprises, ainsi que les représentants des bureaux d'étude dans les domaines techniques où ils sont responsables sous condition que ces derniers n'aient aucune incidence architecturale et/ou financière.  
Il leur appartient, toutefois, de se faire assister par les techniciens d'autres bureaux d'études s'ils le jugent nécessaire.

#### 00.3.1.1 6 **Le courrier adressé par les entreprises**

- Il doit être envoyé :  
- au maître d'oeuvre pour tout ce qui concerne la direction générale de l'opération, la coordination entre les différents corps d'état, les modifications éventuelles des prestations, les règlements financiers, etc. ;  
- directement aux personnes concernées de l'équipe d'ingénierie & copie au maître d'oeuvre pour tout ce qui touche les lots techniques (structure et fluides). Un double de ce courrier sera systématiquement adressé à l'attention du maître d'oeuvre.  
- directement au bureau de contrôle & copie au maître d'oeuvre pour tout ce qui concerne les avis, fiches techniques etc...  
- directement au coordonnateur SPS & copie au maître d'oeuvre au maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne la sécurité sur le chantier

#### 00.3.1.1 7 **Les comptes rendus**

- Ces documents tiennent lieu d'ordre pour l'exécution de toutes les décisions n'entraînant pas de modification du marché, notamment sur le plan financier.  
Au cas où une entreprise contesterait la rédaction d'un compte rendu, elle devra en faire part, par écrit, au plus tard lors du



rendez-vous suivant. à défaut de quoi chaque compte rendu sera tacitement accepté lors du rendez-vous suivant, notamment, au cas où une entreprise considérerait que par un compte rendu, il lui est demandé une prestation ayant une incidence financière sur le montant du marché ; elle doit en faire part au maître d'oeuvre, par écrit, avant l'acceptation tacite de ce compte rendu.

Ces lettres sont adressées directement à une entreprise en cas de problème particulier la concernant seule.

#### 00.3.1.1 8 **Dossier chantier**

- Le lot 5 doit tenir à disposition, dans le bureau de chantier, un exemplaire du dossier marché comprenant, notamment :
  - un jeu de plans complet ;
  - le CCTP ;
  - le CCAP, .

#### 00.3.1.1 9 **Le dossier d'exécution**

- Dès la fin de la phase préparation de chantier, la maîtrise d'œuvre amende les plans " marché " et le CCTP " marché ", y compris le règlement de chantier, en fonction, d'une part des plans d'exécution des ouvrages et des plans de réservations élaborés par les entreprises et, d'autre part, des résultats de la concertation maîtrise d'œuvre et bureau de contrôle avec les entreprises, notamment en ce qui concerne les documents annexés au règlement de chantier. Ces documents, plans et CCTP, portant la mention " bon pour exécution " sont mis à la disposition des entreprises. Un exemplaire de ces documents est remis par la maîtrise d'œuvre au lot 05. Celui-ci doit tenir à disposition, dans le bureau de chantier, un exemplaire du dossier " Bon pour exécution ". Autant que nécessaire, la maîtrise d'œuvre doit tenir à jour le dossier " Bon pour exécution " en fonction, d'une part des plans d'exécution des ouvrages élaborés postérieurement à la phase préparation de chantier et, d'autre part, des éventuelles modifications apportées en cours de chantier ; ces mises à jour concernent les plans et le CCTP. Les documents mis à jour sont déposés chez le tireur de plans et ils sont mis à disposition dans le bureau de chantier, à charge du lot 05 de veiller à leur bonne conservation. En fin de chantier, ces documents tenus à jour constituent les documents de la maîtrise d'oeuvre du dossier des ouvrages exécutés. à charge de la maîtrise d' oeuvre de réaliser de nouveaux tirages.

#### 00.3.1.1 10 **Organisation des réunions de chantier**

- Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction du maître d'oeuvre et en présence du maître d'ouvrage, des entreprises, ont lieu, en principe, une fois par semaine, au jour et à l'heure fixés dès l'ouverture du chantier. Les autres réunions et mises au point techniques Le maître d'oeuvre pourra convoquer des réunions de coordination distinctes des réunions de chantier hebdomadaires. Les entreprises concernées seront convoquées verbalement ou par écrit. Les réunions de chantier sont destinées avant tout à régler les problèmes d'exécution et de coordination. En conséquence, les mises au point techniques pourront faire l'objet de réunions distinctes (réunions de préparation) sur l'initiative du maître d'oeuvre et des techniciens. Elles se tiendront dans les bureaux du maître d'ouvrage, du maître d'oeuvre, des techniciens, ou dans le bureau du chantier. La présence des représentants des entreprises Les entreprises (le compte-rendu de la réunion précédente fera office de convocation) devront être représentées. Leurs représentants seront, obligatoirement, des fondés de pouvoir mandatés pour répondre à toutes les questions et prendre toutes les décisions nécessaires. Ils devront pouvoir donner sur-le-champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier. Le maître d'oeuvre distinguera les convocations impliquant une présence souhaitée et une présence impérative (une croix dans le 1er cas et deux croix dans le second). Toute absence à une convocation impérative sera pénalisée, conformément au CCAP. Toutefois, le maître d'oeuvre pourra accepter les excuses motivées et justifiées pour raisons très importantes sous condition d'être communiquées au plus tard la veille de la réunion. Les pénalités seront retenues sur les situations de l'entreprise. La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait est portée sur le compte-rendu de chantier. Toute présence d'un représentant non qualifié ou non habilité à prendre des décisions utiles sera assimilée à une absence de l'entreprise. L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant. Par souci d'efficacité, le maître d'oeuvre ne convoquera que les entreprises concernées par les travaux en préparation ou en cours. Il pourra également les convoquer à des heures différentes. Les instructions données au cours des réunions seront immédiatement exécutoires. Les représentants des entreprises devront en prendre note. La présence du personnel Au cours de chaque rendez-vous, chaque entreprise devra préciser au maître d'oeuvre son effectif de personnel présent sur le chantier. Il pourra être demandé à l'entreprise du lot n° 05 de tenir un cahier de chantier sur lequel il sera consigné journallement, et éventuellement nominativement afin de pouvoir réaliser une ou des vérifications de présence dans la journée, l'effectif du personnel présent de chaque entreprise et tous les faits notables. Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut, sur proposition du maître d'oeuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :
  - d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines ;

- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement

#### 00.3.1.1 11 Plans et documents techniques

- Les plans et documents remis par l'entreprise, avant signature des marchés seront contractuels.  
Avant la signature des marchés, le maître d'oeuvre met à la disposition des entreprises adjudicataires les plans et le CCTP du projet, après mise à jour. Les entreprises auront un délai de huit jours pour étudier ou analyser ces documents et pour remettre par écrit leurs observations éventuelles. Passé ce délai, ils seront considérés comme approuvés par les entreprises et seront joints au marché.  
Les observations éventuelles se rapportant à ces documents ne devront pas être prétexte à un supplément de prix par rapport à l'étude.  
Avant l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra vérifier toutes les cotes des plans et signaler au MOE toutes les erreurs ou omissions, afin que les rectifications nécessaires soient faites en temps utile.  
Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les conséquences qui pourraient en résulter.  
Les plans d'exécution des ouvrages (PEO)  
Les plans d'exécution, notes de calcul et études de détails seront établis par l'ensemble des entreprises et seront diffusés pour accord au bureau de contrôle.  
Plans de réservations (PR)  
Les plans de réservations sont à élaborer par les corps d'état de second Oeuvre, remis pour avis sous huitaine au maître d'oeuvre sous la forme de plan côté et, au besoin, de notice indiquant les impératifs de leur profession intéressant les autres corps d'état. Ces documents sont simultanément transmis aux entreprises chargées de réaliser la structure et seront exécutoires des avis du maître d'oeuvre.  
L'entreprise ayant charge de réaliser des réservations sera en droit de ne pas donner suite à la demande tardive.  
Il est demandé aux entreprises des corps d'état de second oeuvre la plus grande vigilance afin de respecter ce calendrier prévisionnel pour le bon déroulement du chantier. Les plans de réservations sont normalement élaborés après les plans d'exécution des ouvrages ; or les plans de réservations concernant les fondations et les planchers bas doivent être remis à l'ouverture de chantier ; ceci induit un engagement des études des PEO dès le début de la phase préparation de chantier.  
Les corps d'état de second oeuvre subiront les conséquences de tout ordre résultant du non-respect de la fourniture de ces documents dans les délais impartis. Aucun percement ne pourra être exécuté sans l'accord de l'entreprise concernée et du maître d'oeuvre mentionné dans le compte-rendu. De plus, toute réservation conséquente (au moins 100 CM<sup>2</sup>) qui n'aura pas été demandée en respect de ce calendrier induira une pénalité d'un montant H.T. égal à la surface de la réservation qui aurait dû être demandée. Les pénalités seront majorées du montant de la TVA et retenues sur les situations des entreprises.

#### 00.3.1.1 12 Le contrôle et l'autocontrôle

- Les contrôles et autocontrôles sont constitués par des "points d'arrêt" et des points "critiques"  
Un point d'arrêt est un point de passage, dans l'avancement des travaux, où l'exécutant doit obtenir le quitus du contrôle extérieur, parce qu'il est essentiel qu'un constat contradictoire ait lieu.  
Un point critique est un point où il revêt une importance que l'exécutant pointe, seul ou à plusieurs, la vérification formelle d'une conformité, d'une exactitude ou d'une qualité.  
Ces points d'arrêt et points critiques reprennent autant que nécessaire les points particuliers (spécifiques à l'opération), les interfaces (lieux d'un chantier où deux ou plusieurs intervenants ont des interrelations), les points sensibles (endroits à risque de désordre ultérieur), dans la mesure où ces points impliquent un contrôle ou un autocontrôle.  
Les points de contrôle sont présentés sous forme d'une liste jointe en annexe 11, les points particuliers en annexe 8, les interfaces en annexe 9 et les points sensibles en annexe 10.

#### 00.3.1.1 13 La protection des ouvrages, matériaux et matériels

- Les entrepreneurs sont tenus responsables des ouvrages de leur lot et en doivent la protection jusqu'à la réception.  
Il importe, au plus haut point, que chaque entrepreneur exige de son personnel sur le chantier, le souci et le respect constant des travaux exécutés par les autres corps d'état.  
Dans ce but, chacun doit s'abstenir de faire quoi que ce soit qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages des autres corps d'état ou qui soit susceptible de nuire à la solidité ou à la bonne finition de l'ensemble.  
Il est, en outre, précisé que :  
- les détériorations constatées en cours de chantier sont réparées ou remplacées par et aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance ;  
- les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées par et aux frais de l'entrepreneur dont les ouvrages ont été détériorés, à charge pour lui de se faire couvrir par une assurance ;  
- chaque entrepreneur est responsable des matériaux et matériels qu'il a approvisionnés et des outils de chantier.  
Ils sont couverts par une assurance vol et incendie, à moins que l'entrepreneur ne préfère être son propre assureur.  
Il est, en outre, précisé que les entrepreneurs sont tenus pour responsables des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts ou apparents (béton, bois, agglo, etc.). En conséquence, ils veillent à ce que la main-d'oeuvre employée par eux sur le chantier n'exécute sur ces parements, graffiti, épaufrures, rayures ou autres. Tout manquement à cette clause et non réparable sans préjudice à l'aspect de l'ouvrage est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable. En cas d'impossibilité de déceler l'entrepreneur responsable, ces frais seront portés au compte-prorata.  
Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoiqu'étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation du dit délai.  
En aucun cas, les frais résultant de l'application du présent article ne peuvent être imputés au maître d'ouvrage.

#### 00.3.1.1 14 Le bureau de chantier

- Un bureau de rendez-vous de chantier d'une surface suffisante sera aménagé sur le terrain ou à proximité à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre.  
Seront tenus à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre et en permanence dans le bureau de chantier les documents de référence suivants :
  - le dossier marché ;
  - le recueil des observations du bureau de contrôle, des services du permis de construire et des services incendie sur le dossier permis de construire et le dossier de consultation des entreprises ;
  - le dossier d'exécution, comprenant les plans et le CCTP, y compris les annexes du présent règlement de chantier, mises à jour ;
  - le recueil des comptes-rendus de chantier ;
  - le cahier de chantier ;
 Ce bureau sera meublé à la demande, de classeurs, tables, chaises, tabourets, etc. il sera également équipé d'un téléphone. Un moyen de chauffage sera établi pour assurer une température minimale de 18 degrés à l'intérieur des locaux, au moins les jours de réunion.  
Cette prestation sera prévue par le lot 05, elle comprendra l'ensemble des frais fixes et de l'entretien du local.

#### 00.3.1.1 15 L'affichage réglementaire

- Mention de la déclaration de travaux doit être affichée sur le terrain, de manière visible " de l'extérieur ", selon l'article R. 421-39 du Code de l'urbanisme et de la voie publique, selon son article A. 421-7, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de la décision d'octroi et pendant toute la durée du chantier. L'inobservation de ces formalités entraîne l'application de sanctions pénales (contravention de cinquième classe).  
Cet affichage, qui doit demeurer lisible pendant toute la durée du chantier, doit être effectué sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 cm, et qui indique les nom, raison ou dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la nature des travaux et, s'il y a lieu, la superficie du plancher autorisée, ainsi que la hauteur de la construction exprimée en mètres par rapport au sol naturel, et l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.  
Le panneau comporte, en outre, la mention selon laquelle le délai de recours a été modifié par l'article R. 490-7 du Code de l'urbanisme (il est de deux mois).  
L'entreprise du lot n° 5 a charge de vérifier le maintien de l'existence de ce panneau. À défaut, elle devra procéder à sa réfection et pourra se procurer les renseignements nécessaires auprès du maître d'ouvrage.  
Le panneau de chantier  
En vue de lutter contre le travail clandestin, l'article R. 324-1 du Code du travail prévoit l'affichage sur le chantier des nom, raison sociale et adresse de tout entrepreneur travaillant sur le chantier.  
Ce panneau de chantier aura la configuration et dimensions selon croquis joint en annexe 13 du présent document.  
L'entreprise du lot n° 05 devra la réalisation de celui-ci. Toutefois, elle pourra suggérer au maître d'oeuvre des modifications. Celui-ci pourra ou non y donner suite.

#### 00.3.1.1 16 Plans et documents techniques

- Les plans et documents remis par l'entreprise, avant signature des marchés seront contractuels.  
Les observations éventuelles se rapportant à ces documents ne devront pas être prétexte à un supplément de prix par rapport à l'étude.  
Avant l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra vérifier toutes les cotes des plans et signaler au MOE toutes les erreurs ou omissions, afin que les rectifications nécessaires soient faites en temps utile.  
Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les conséquences qui pourraient en résulter.  
Les plans d'exécution des ouvrages (PEO)  
Les plans d'exécution, notes de calcul et études de détails seront établis par l'entreprise et devra avoir reçu l'accord du bureau de contrôle.  
Plans de réservations (PR)  
Les plans de réservations sont à élaborer par chaque lot concerné. Ils seront remis pour avis sous huitaine au maître d'oeuvre sous la forme de plan côté et, au besoin, de notice indiquant les impératifs de leur profession intéressant les autres corps d'état.  
Les corps d'état de second oeuvre subiront les conséquences de tout ordre résultant du non-respect de la fourniture de ces documents dans les délais impartis.

### 00.4 ETUDES PREPARATOIRES

#### 00.4.1 Documents à fournir

00.4.1.1 L'entrepreneur pourra obtenir toutes les séries de documents du dossier de la maîtrise d'oeuvre nécessaire à ses études et à la conduite de son chantier. Il devra constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition et à celle de son personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés.

#### 00.4.1.1 1 Établissement de plans d'exécutions

- Le Maître d'Oeuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en oeuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués. Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation du Maître d'Oeuvre et du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement. Le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise toutes les justifications

complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non conformité au projet architectural. L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. L'entrepreneur se conformera aux rectifications que le Maître d'Oeuvre et le Bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par le Maître d'Oeuvre et le Bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité de l'entrepreneur.

## 00.4.2 Modifications en cours de travaux

### 00.4.2.1 1 Modifications en cours de travaux

- Les différences plus ou moins légères de cotations, les modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mise en œuvre, etc, ne pourront en aucun cas, être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément. Il en sera de même si avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours de canalisations, sont jugées nécessaires pour des raisons techniques ou si elles découlent des besoins de mise en œuvre.

## 00.5 TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES

### 00.5.1 Les documents techniques

00.5.1.1 Connaissance des réglementations et des documents contractuels  
Chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU - CCTG, il faut entendre tous les fascicules, additifs, erratas, modificatifs, etc. connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

#### 00.5.1.1 1 Avis Techniques

- Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'Avis Technique, avec certificat de suivi et de marquage.  
Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'Avis Technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet Avis Technique.  
Dans certains cas, les assureurs peuvent, en plus de l'Avis Technique, imposer des conditions particulières.  
Dans le cas de mise en œuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à Avis Technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur à ce sujet.  
Au sujet des Avis Techniques, le CCAG - Travaux privés énonce en son article 5.2.1 que l'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné soit à un Avis Technique soit à un accord expressément constaté des parties.

#### 00.5.1.1 2 Agréments techniques européens

- Mêmes principes que pour les Avis Techniques, et l'entrepreneur devra également s'assurer auprès de sa compagnie des conditions de prise en garantie.

#### 00.5.1.1 3 D.T.U.

- L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes des Documents Techniques Unifiés français. Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre. La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

### 00.5.2 Les Normes françaises

#### 00.5.2.1 1 Normes

- L'entrepreneur devra respecter les normes françaises pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé.

## 00.6 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

### 00.6.1 PGC et PPSPS

#### 00.6.1.1 Classement de l'opération

- Opération de catégorie 3 avec Travaux à risques particuliers  
Conformément au code du travail ( art: 931418 du 31/12/93 et le décret du 26/12/94 un coordinateur de sécurité et de protection de la santé a été nommé par le maître d'ouvrage. En conséquence chaque entrepreneur est tenu de respecter les consignes qui sont données par le CSPS.  
Les entreprises devront :  
- Indiquer les consignes à observer pour assurer les premiers secours, le nombre de personnes ayant reçu l'instruction nécessaire à donner les premiers secours et les mesures prises pour garantir le transport d'un blessé dans un établissement hospitalier.  
- indiquer les mesures prises pour l'hygiène des conditions de travail et des locaux destinés au personnel.  
- Fournir l'effectif des salariés de l'entreprise (et sous-traitants) prévu sur le chantier et désigner son représentant.  
- Analyser de façon détaillée les procédés de construction pour la mise en œuvre du personnel.  
- Définir les risques prévisibles de ces modes opératoires.  
La catégorie 3 du chantier qui fait l'objet du présent document fait l'objet d'un PGC joint au présent marché.

## 00.6.2 Nuisances

### 00.6.2.1 1 Gestion des poussières de chantier

- Chaque entreprise ayant à intervenir dans ou à proximité direct du local devra prendre toutes les dispositions pour protéger et étancher les matériels précités.

## 00.6.3 Utilisation des accès existants

- L'utilisation de l'ascenseur sera autorisée sur des plages définies par l'ENM.  
Elles sont les suivantes 7h30-8h30 & 17h30-18h00  
IL est rappelé qu'il ne s'agit pas d'un monte charge.

## 00.7 LES DECHETS DE CHANTIER

### 00.7.1 La réglementation

- 00.7.1.1 Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

#### Contexte législatif

Les orientations de la politique des déchets sont précisées à partir de quatre lois essentielles.

Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Loi complétant et modifiant les deux précédentes.

Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement.

### 00.7.1.1 1 Autres textes officiels concernant les déchets

- **Textes généraux**

Décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 relatif aux modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets (loi du 15 juillet 1975 - article 3.1).

Décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets.

#### **Déchets industriels et déchets particuliers**

Décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets industriels générateurs de nuisances.

Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Arrêté du 5 décembre 1996 relatif au transport par route des marchandises dangereuses.

Directive 91/689, CEE du 12 décembre 1991 relative aux déchets dangereux.

Décision du conseil du 22 décembre 1994 fixant une liste des déchets dangereux (en application de la directive 91/689/CEE).

#### **Classification des déchets**

Directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975, modifiée par la directive 91/156/CEE du 18 mars 1991 ; en application de cette directive, la commission a établi une liste des déchets, appelée " Catalogue européen des déchets ".

Dans cette liste, les déchets de chantier sont classés au Chapitre 17.

Arrêté du 21 février 1990, modifié, relatif aux critères de classification et aux conditions d'étiquetage et d'emballage des produits dangereux.

Décret n° 95-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification française des déchets dangereux.

Ce décret transpose en droit français les différentes directives européennes à ce sujet.

#### **Déchets de chantiers et emballages**

Décret n° 92-377 du 1er avril 1992 relatif aux déchets résultant de l'abandon des emballages.

Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur chantier, à l'utilisation et à l'élimination de certains produits dangereux.

Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Directive 94/62/CEE du 20 décembre 1995 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

#### **Déchets d'amiante**

Décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif à l'élimination des déchets.

Décret n° 88-466 du 28 août 1988 relatif à l'étiquetage des produits contenant de l'amiante.

Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

Circulaire n° 97-15 du 9 janvier 1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics.

Circulaire n° 970320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et de l'élimination des déchets.

#### **Installations de stockage des déchets**



Circulaire du 11 juin 1987  
Décret du 18 décembre 1992  
Arrêté du 18 décembre 1992  
Arrêté du 9 septembre 1997  
(Textes relatifs aux décharges contrôlées ou centres d'enfouissement de résidus urbains, de déchets de toute nature).

## 00.7.2 Frais d'élimination des déchets

00.7.2.1 Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets

### 00.7.2.1 1 Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets

- Chaque entrepreneur assurera les frais et coûts de la gestion, sur chantier, des traitements de valorisation et / ou d'élimination de ses propres déchets.  
Il n'est pas prévu de compte prorata.

## 00.8 COORDINATION TECHNIQUE

### 00.8.1 Bureau de contrôle

#### 00.8.1.1 1 Bureau de contrôle

- Il est porté à la connaissance des entreprises que le Maître d'Ouvrage nomme un bureau de contrôle technique ayant pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Les entrepreneurs sont tenus de se soumettre à toutes vérifications, examens et essais que le bureau de contrôle jugera nécessaire. Les frais d'études et d'analyses seront à la charge des différents lots.

### 00.8.2 Ordonnancement et coordination

#### 00.8.2.1 1 Ordonnancement et coordination

- Il est porté à la connaissance des entreprises que le Maître d'Ouvrage confie à un bureau spécialisé en O.P.C. (ordonnancement, pilotage et coordination) une mission de coordination, ce en étroite relation avec le Maître d'Oeuvre. Les avis et décisions de ce cabinet prévalent toutes dispositions aux plannings et calendriers de chantier. Mission confiée à : SAS MOEBIDIS représentée par M. BELTITANE

### 00.8.3 Coordination inter entreprises

- 00.8.3.1 1 La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.  
Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :
  - le lot 05 prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
  - chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
  - chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
  - chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
  - tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.
 À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

## 00.9 LIMITES DE PRESTATIONS

### 00.9.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

#### 00.9.1.1 1 Base vie

- La base vie sera due au lot 5.  
Elle comprendra les vestiaires, la salle de repos et le réfectoire pour au moins 10 personnes et suivant les directives du PGCSPP  
L'entretien périodique

#### 00.9.1.1 2 Sanitaires de chantier

- Le maître d'ouvrage mettra à disposition du personnel de chantier un local sanitaire dans l'immeuble. Il sera équipé pour répondre à la réglementation en vigueur.

#### 00.9.1.1 3 Branchements en eau

- Les installations AEP seront dues par le lot 5.  
Elles comprennent l'alimentation de la base vie, des équipements et matériels et des zones de travail.

#### 00.9.1.1 4 **Branchements électriques**

- Les installations électriques seront dues par le lot 5.  
Elles comprennent l'alimentation de la base vie, des équipements et matériels et des zones de travail.  
L'alimentation du lot 01 DESAMIANPAGE ( TRI env. 30KVA) jusqu'au niveau R+6.  
L'origine de la source se situe à l'intérieur du bâtiment existant(TGBT).

### 00.10 **FRAIS INTER-ENTREPRISES**

#### 00.10.1 **Nettoyage de chantier**

##### 00.10.1.1 1 **Nettoyage de chantier**

- Chaque entrepreneur est tenu, en propre, de ramasser ses gravais et ceci au fur et à mesure de l'avancement, il doit procéder au nettoyage ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Si l'état de propreté est jugé insuffisant. Le Maître d'Oeuvre pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyages par un tiers. Les frais engagés seront supportés par les entrepreneurs fautifs.

### 00.11 **LIVRAISON DES OUVRAGES**

#### 00.11.1 **Réception des ouvrages**

##### 00.11.1.1 1 **Réception de travaux**

- Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le Maître d'Ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

#### 00.11.2 **Dossier des ouvrages exécutés**

##### 00.11.2.1 1 **Documents pour les D.O.E.**

- Les documents nécessaires seront remis sous format numérique.  
Ils comprennent :
  - note de calcul, plans et schémas des ouvrages conformes à l'exécution, et particulièrement les plans des installations techniques et des réseaux de canalisations de tous les fluides, y compris réseaux d'évacuation,
  - bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle,
  - procès-verbaux d'essais et d'analyse,
  - listes des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs,
  - fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française,
  - certificats de conformité,
  - certificats de garantie,
  - attestations de versement des primes d'assurances pendant la durée de l'exécution des travaux,
  - documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP.